

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À LA QUESTION ÉCRITE DE MADAME FLORENCE BOESCH, DÉPUTÉE (PDC-JDC), INTITULÉE « CAMPAGNE DE PRÉLÈVEMENTS D'EAU À DOUBLE ? » (N° 3321)**

Le Gouvernement répond comme suit aux deux questions posées :

**1. Le Gouvernement confirme-t-il ces faits et a-t-il défini les responsabilités dans cette fâcheuse méprise ?**

Le Gouvernement confirme les faits décrits avec force détails par l'auteur de la question écrite. L'erreur de flaconnage a été repérée au laboratoire après réception des échantillons, au moment où la mise en œuvre des différents protocoles d'analyse requis a débuté. Le laboratoire a tout mis en œuvre pour permettre un nouvel échantillonnage rapide, avec le soutien indispensable des employés des distributeurs d'eau jurassiens. Le Gouvernement profite de la présente pour les en remercier vivement.

Cela étant, l'erreur a été corrigée rapidement. Le bien-fondé d'une telle question écrite interpelle dès lors le Gouvernement, qui est également déçu qu'on utilise ici un terme de « méprise fâcheuse » alors que bien d'autres problèmes réellement délicats sont à l'ordre du jour en cette période de crise sanitaire, économique, climatique et de biodiversité.

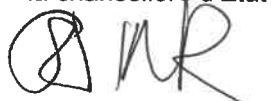
**2. Qui prendra en charge les frais liés à ce second prélèvement (nouvelle tournée d'échantillonnage, envoi ou transport des flacons au laboratoire d'analyse à Delémont ou Courroux) ?**

Le prestataire mandaté a entièrement assumé ses responsabilités contractuelles en refaisant les démarches nécessaires au bon déroulement des prélèvements et en défrayant les nouveaux frais engagés par les distributeurs d'eau qui en ont fait la demande. En l'occurrence, 3 des 36 distributeurs ont indiqué avoir l'intention de facturer des prestations d'échantillonnage et de transport. Les distributeurs ont donc généralement bien compris l'intérêt des deux campagnes d'analyses prévues, dont le financement est pour mémoire entièrement assuré par l'Etat, en soutien des communes dans leur tâche de gestion de l'eau potable.

Delémont, le 22 septembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Certifié conforme  
la chancelière d'Etat

  
Gladys Winkler Docourt